

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la Société

Journal de la société statistique de Paris, tome 60 (1919), p. 134-137

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1919__60__134_0

© Société de statistique de Paris, 1919, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

V

DISTINCTIONS HONORIFIQUES

M. ÉMILE PETIT

Décembre 1914. — Citation à l'ordre des troupes de chemins de fer. — 5^e régiment du Génie :

« A fait preuve d'une grande habileté et a montré beaucoup d'audace, en faisant exécuter la nuit par un détachement de sapeurs en avant des tranchées françaises la destruction d'une voie ferrée, bien que son détachement se soit trouvé pris entre deux feux et ait été éclairé par les fusées de l'ennemi. »

Juin 1918. — Citation à l'ordre du régiment :

« Pendant la période du 17 mai au 5 juin 1918, a montré les plus belles qualités d'esprit d'organisation et d'énergie dans la direction d'un chantier important situé à proximité de la ligne de feu en avant de Béthune et soumis à des bombardements incessants. Le 17 mai, après un tir violent qui avait blessé plusieurs sapeurs, a obtenu par son ascendant et son exemple que le travail soit repris immédiatement. »

Août 1918. — Citation à l'ordre de la 1^{re} armée. — Avec *Croix de chevalier* :

« Grâce à sa compétence, son énergie et son esprit de décision, a rétabli huit jours après la reprise de Montdidier la voie normale de Maignelay à Daucourt, et les chantiers des gares, assurant ainsi le ravitaillement de l'armée.

« A été blessé grièvement par une balle de mitrailleuse en exécutant la reconnaissance de la voie jusqu'aux premières lignes ennemies. »

* * *

M. FRÉDÉRIC FRANÇOIS-MARSAL

Le chef de bataillon d'infanterie territoriale *François-Marsal* (Frédéric) :

« Commandant d'un bataillon territorial de chasseurs au début de la guerre, puis officier d'État-major au Grand Quartier Général et dans un groupe d'armées, a rendu des services éminents par son intelligente initiative, sa perspicacité toujours en éveil

et son sens des réalités de la guerre. Comme officier de liaison, a rapporté de ses reconnaissances en première ligne, les renseignements les plus précieux pour le commandement. »

*
**

CITATION A L'ORDRE DE LA BRIGADE D'ARTILLERIE
DU 21^e CORPS D'ARMÉE

COMMANDEMENT DE L'ARTILLERIE. ÉTAT-MAJOR. N° 5897

Après approbation du général commandant le 21^e corps d'armée n° 6714/CH et 6715/CH du 11 juillet 1915, le général commandant d'artillerie du 21^e C. A. cite à l'ordre de la brigade d'artillerie, à la date du 13 juillet 1915 :

Le capitaine RISSER (René-Nathan), commandant la 4^e S. M. I. du P.A/21.

« Le 23 juin 1915, lors de l'explosion du dépôt de munitions de Maisnil, s'est immédiatement porté au point le plus dangereux, y a été blessé à la tête, et n'est allé se faire panser qu'après avoir organisé le sauvetage d'un dépôt de munitions voisin du foyer de l'explosion.

Le 13 juillet 1915.

Le Général commandant l'artillerie du 21^e C. A.

Signé : CHEMINON.

*
**

ORDRE GÉNÉRAL N° 53

ARTILLERIE

Le général commandant la 55^e division, cite à l'ordre de la division :

MAIGNIEN (Paul-Louis-Raphaël), lieutenant au 45^e régiment d'artillerie.

« Chargé de régler le tir de son artillerie, s'est porté à un point judicieusement, choisi, mais très dangereux, est resté huit heures de suite à ce poste d'observation jusqu'à complète exécution de sa mission. »

Q. G. le 11 juillet 1915.

Général DE LAPORTE D'HUST.

*
**

Journal officiel du 6 novembre 1918 (Ministère de la Guerre).

DÉCRET

ARTICLE 1.

« Sont admis à compter du 28 septembre 1918, au traitement de la décoration de la Légion d'honneur qui leur a été conférée, les officiers dont les noms suivent :

.....
« AUPETIT (Paul-Louis-Charles-Albert), capitaine de réserve d'infanterie, à l'état-major d'une division d'infanterie, chevalier de la Légion d'honneur au titre civil par décret du 1^{er} novembre 1912. Officier de valeur. A rendu les plus distingués services dans les différents emplois qu'il a occupés, notamment au cours des batailles auxquelles il a pris part avec sa division. du 26 mars au 2 avril 1918. Deux citations ».

*
**

1^{re} ARMÉE

Le 17 Novembre 1918.

ÉTAT-MAJOR

N^o 9865

ORDRE GÉNÉRAL N^o 173.

Le général commandant la 1^{re} armée cite à l'ordre de l'armée :

M. ALPETIT (Albert), capitaine à l'État-major de la 56^e division d'infanterie :

« Chargé à diverses reprises du 10 août au 8 septembre 1918 de porter en première ligne les instructions du commandement et d'y vérifier la situation et les dispositions prises, s'est acquitté de ces missions avec un courage et une compétence tout à fait remarquables. A ainsi rendu les services les plus signalés. Deux citations antérieures. »

*Le Général de division
commandant la 1^{re} armée,
DERENEY.*

* * *

KIOBR (Jean), lieutenant à la 31^e batterie du 120^e d'artillerie. Ordre de la 68^e division d'infanterie :

« Dans une mise en batterie de nuit, sous le feu de l'ennemi, a dirigé les hommes de sa section avec beaucoup de calme. Blessé au bras et à la cuisse par éclats d'obus, ne s'est fait panser que lorsque plusieurs hommes blessés en même temps que lui eurent reçu les soins du médecin. A demandé à ne pas être évacué; a rejoint la batterie deux jours après. »

Ordre de la 20^e brigade d'artillerie du 20^e corps d'armée. 1^{er} août 1916 :

« Officier très dévoué; dans la période du 25 juin au 4 juillet, chargé à maintes reprises des missions les plus périlleuses sous de violents bombardements, s'en est acquitté avec autant de zèle que de compétence. »

VI

CORRESPONDANCE

Nous avons reçu de notre ancien président M. CADOUX une lettre dont nous extrayons les passages suivants relatifs au procès-verbal de la réunion du 18 décembre 1918 :

« J'ai indiqué que, depuis un assez grand nombre d'années, les principales associations syndicales des agents des compagnies de chemins de fer avaient employé une partie importante de leur avoir en achats de titres des compagnies dont ils sont les serviteurs, et j'ai exprimé le vœu que, dans les futures statistiques, on essaie de mesurer le mouvement d'accroissement de ce genre de placements. Je terminais mes observations par la remarque que, si les cheminots arrivaient à posséder un nombre de plus en plus grand des actions de leurs compagnies, si les gaziers et les mineurs imitaient cette tactique, ils trouveraient une solution amusante du problème de la mine aux mineurs, des usines aux gaziers et des réseaux aux cheminots, en se substituant aux « infâmes capitalistes » qui possèdent des titres.

« Un membre du Comité consultatif des Chemins de fer, délégué d'un syndicat

ouvrier, m'a fait parvenir les résumés suivants, qui ne concernent que les obligations de nos cinq grandes compagnies, mais qui vous intéresseront sans doute, et que notre Journal pourrait peut-être publier en les complétant l'an prochain, à l'occasion de la communication habituelle de notre collègue M. NEYMARCK :

Compagnies	Nombre total des obligations vendues en 1913		Obligations entrées en 1913 dans le portefeuille des caisses des retraites des compagnies (1)	
	Nombre de titres	Valeur	Nombre de titres	Valeur
Nord	222.546	87.880.578 ^f 68	61.508	23.101.195 ^f 72
Est.	188.255	80.966.831 77	32.326	14.958.298 92
Orléans	160.298	64.843.877 35	11.370	4.599.250 »
P.-L.-M.	365.940	144.366.000 »	20.000	7.410.000 »
Midi	115.775	46.478.936 63	404	162.562 60

« Au cours de la même année, la Caisse des Dépôts et Consignations avait acquis 36.102 Est pour 16.049.600 francs pour le compte des caisses de retraites ouvrières régies par la loi du 5 avril 1910, et, pour ses services propres et pour les caisses dont la gestion lui est confiée, elle avait acquis 82.289 obligations de chemins de fer de toutes les compagnies (sauf du P.-L.-M.) pour 32.519.760 francs.

« En tout cas, à côté de l'épargne individuelle, il y a une absorption considérable d'obligations par les caisses de retraites; on assure que les syndicats ont en portefeuille des stocks de plus en plus importants non seulement d'obligations, mais encore d'actions. Il serait fort intéressant d'en avoir le relevé et d'en suivre la progression. »